

CHAPITRE V. — *Du titre d'agent de change :
octroi - interruption de carrière - démission*

Section 1^{re}. — Les conditions pour l'obtention du titre

Art. 14. Le titre d'agent de change est décerné aux conditions suivantes par le Conseil d'agrément :

1° avoir subi avec succès un examen scientifique visé aux articles 15 à 18;

2° avoir exercé pendant trois années au moins de façon ininterrompue, sans que cette période ne précède de plus deux ans la date de l'examen professionnel visé au 3°, l'activité professionnelle visée à l'article 19 en matière de transaction, de conseil ou de gestion portant sur des instruments financiers négociés sur des marchés financiers réglementés belges ou étrangers;

3° avoir subi avec succès un examen professionnel visé aux articles 20 à 23;

4° sous peine de perdre le bénéfice de la réussite de l'examen professionnel visé au 3°, exercer l'activité professionnelle visée à l'article 19, dans un délai maximum de trois ans après la fin de la période d'activité visée au 2°;

5° avoir reçu l'avis favorable du Conseil d'agrément après l'accomplissement de toutes les formalités requises par le présent règlement;

6° payer annuellement sa cotisation au Conseil d'agrément des agents de change.

Sous-section 1^{re}. — De l'examen scientifique

Art. 15. L'examen scientifique visé à l'article 13, 1°, comprend une épreuve écrite et une épreuve orale. Les modalités en sont détaillées dans le règlement de l'examen, arrêté par le Conseil d'agrément.

L'épreuve écrite comporte une composition dont le sujet relève du domaine de l'économie politique ou financière; cette épreuve est éliminatoire.

L'épreuve orale englobe les matières suivantes :

1. économie politique;
2. analyse financière;
3. droit civil;
4. droit commercial;
5. droit fiscal;
6. comptabilité.

Art. 16. Les porteurs d'un des diplômes suivants peuvent bénéficier d'une dispense de l'examen scientifique visé à l'article 15, pour une ou plusieurs matière(s) répondant au programme dudit examen :

1° diplôme d'un grade légal ou non légal visé par la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur, délivré après quatre années d'études au moins;

2° diplôme de formation académique du deuxième cycle visé par le décret de la Communauté flamande du 12 juin 1991 relatif aux universités dans la Communauté flamande;

3° diplôme de formation de niveau académique du deuxième cycle visé par le décret de la Communauté flamande du 23 octobre 1991 relatif aux instituts supérieurs dans la Communauté flamande;

4° diplôme ou certificat reconnu équivalent par la voie ou en vertu d'une loi, d'un décret, d'une directive européenne ou d'une convention internationale.

HOOFDSTUK V. — *De titel van effectenmakelaar :
toekenning - loopbaanonderbreking - ontslag*

Afdeling 1. — Voorwaarden voor het bekomen van de titel

Art. 14. De titel van effectenmakelaar wordt onder de volgende voorwaarden verleend door de Erkenningsraad :

1° met succes hebben deelgenomen aan het in de artikelen 15 tot 18 voorziene wetenschappelijk examen;

2° gedurende ten minste drie jaar ononderbroken, zonder dat deze periode met meer dan twee jaar de datum van het in 3° beoogde beroepsexamen voorafgaat, de beroepsactiviteit, voorzien in het artikel 19, te hebben uitgeoefend in verband met transactie, advies of beheer inzake financiële instrumenten welke op Belgische of buitenlandse gereguleerde financiële markten worden verhandeld;

3° met succes hebben deelgenomen aan een beroepsexamen voorzien in de artikelen 20 tot 23;

4° op gevaar af het voordeel van de succesvolle deelneming aan het in 3° beoogde beroepsexamen te verliezen, de in artikel 19 beoogde beroepsactiviteit binnen een maximum termijn van drie jaar na het aflopen van het in 2° beoogde activiteitsperiode, uit te oefenen;

5° een gunstig advies gekregen hebben van de Erkenningsraad na alle formaliteiten vervuld te hebben die door het huidige reglement vereist zijn;

6° jaarlijks zijn/haar bijdrage aan de Erkenningsraad voor effectenmakelaars betalen.

Onderafdeling 1. — Het wetenschappelijk examen

Art. 15. Het in artikel 13, 1°, bedoelde wetenschappelijk examen omvat een schriftelijke en een mondelinge proef. De modaliteiten ervan zijn gedetailleerd in het door de Erkenningsraad vastgestelde examenreglement.

Het schriftelijk examen omvat een verhandeling waarvan het onderwerp is ontleend aan de politieke of financiële economie; deze proef is eliminerend.

De mondelinge proef omvat de volgende vakken :

1. politieke economie;
2. financiële analyse;
3. burgerlijk recht;
4. handelsrecht;
5. fiscaal recht;
6. boekhouding.

Art. 16. Aan de houders van één van de volgende diploma's wordt vrijstelling verleend van het wetenschappelijk examen bedoeld in artikel 15, voor één of meer vak(ken) die beantwoorden aan het programma van dit examen :

1° diploma van een al dan niet wettelijke graad beoogd door de wet van 11 september 1933 op de bescherming der titels van hoger onderwijs, dat na ten minste vier studie jaren is uitgereikt;

2° diploma van een academische opleiding van de tweede cyclus beoogd door het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 12 juni 1991 betreffende de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap;

3° diploma van een opleiding van academisch niveau van de tweede cyclus beoogd door het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 23 oktober 1991 betreffende de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap;

4° diploma of getuigschrift dat bij of krachtens een wet, decreet, Europese Richtlijn of internationale overeenkomst als gelijkwaardig wordt erkend.

Les dispenses visées à l'alinéa premier sont exclusivement délivrées pour les matières qui figurent sur les diplômes énumérés à l'alinéa premier ou sur l'un des diplômes suivants, dont la personne demandant la dispense est également porteuse, et auquel le diplôme visé à l'alinéa premier fait suite :

1° diplôme d'un grade légal ou non légal visé par la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur, délivré après deux années d'études au moins;

2° diplôme de formation académique du premier cycle visé par le décret de la Communauté flamande du 12 juin 1991 relatif aux universités dans la Communauté flamande;

3° diplôme de formation de niveau académique du premier cycle visé par le décret de la Communauté flamande du 23 octobre 1991 relatif aux instituts supérieurs dans la Communauté flamande;

4° diplôme ou certificat reconnu équivalent par la voie ou en vertu d'une loi, d'un décret, d'une directive européenne ou d'une convention internationale.

Art. 17. Le Conseil d'agrément compose le jury de l'examen scientifique. Celui-ci est présidé par le commissaire du gouvernement près le Conseil d'agrément et est composé de professeurs d'université, de professeurs d'établissements supérieurs qui professent ou ont professé les matières énoncées à l'article précédent, et de deux agents de change.

Art. 18. Les épreuves de l'examen scientifique se déroulent dans le courant du mois de novembre de chaque année, au lieu et aux dates fixés par le Conseil d'agrément.

Les inscriptions sont reçues du 1^{er} au 30 septembre inclus, par le président du Conseil d'agrément ou par la personne qu'il désigne, moyennant le paiement au secrétariat d'un droit d'inscription, dont le Conseil fixe le montant.

Au moment de son inscription, le candidat indique la langue nationale dans laquelle il désire présenter l'examen.

Sous-section 2. — De l'activité professionnelle requise

Art. 19. § 1^{er}. L'activité professionnelle dont mention à l'article 14, 2°, doit être exercée à un niveau de cadre supérieur ou de conseiller de la direction auprès d'une entreprise d'investissement, d'un établissement de crédit ou auprès d'une société d'agents délégués d'une entreprise d'investissement ou d'un établissement de crédit ou auprès d'une entreprise de marché réglementé ou d'une organisation professionnelle en relation avec les membres d'un marché réglementé.

§ 2. L'agent de change est tenu d'aviser spontanément le Conseil d'agrément de tout changement dans son activité professionnelle, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Cette notification se fera dans les quinze jours par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Sous-section 3. — De l'examen professionnel

Art. 20. L'examen professionnel visé à l'article 14, 3°, est organisé deux fois par an aux dates fixées par le Conseil d'agrément au début de chaque année.

Le candidat ne peut pas se présenter plus de quatre fois. Les modalités en sont détaillées dans le règlement de l'examen arrêté par le Conseil d'agrément.

L'examen professionnel porte sur les matières suivantes :

1° les lois et les règlements relatifs aux marchés réglementés opérant en Belgique;

2° la connaissance pratique du métier;

3° la déontologie;

4° le paysage financier belge et européen.

Art. 21. Le Conseil d'agrément compose le jury de l'examen professionnel. Celui-ci est présidé par le président du Conseil d'agrément et est composé en outre de quatre agents de change maximum, membres ou non du Conseil d'agrément.

Le commissaire du gouvernement peut en faire partie.

Art. 22. § 1^{er}. Sans préjudice de ce qui est prévu au § 2, le Conseil d'agrément décerne le titre d'agent de change aux candidats possédant une qualification au sens de l'article 3 de la Directive 89/48/CEE du Conseil européen du 21 décembre 1988 relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois

De in het eerste lid bedoelde vrijstelling wordt uitsluitend verleend voor de vakken die voorkomen op de in het eerste lid bedoelde diploma's of op één van de volgende diploma's waarvan de persoon die om de vrijstelling verzoekt eveneens houder is en waarop zijn in het eerste lid bedoelde diploma aansluit :

1° diploma van een al dan niet wettelijke graad beoogd door de wet van 11 september 1933 op de bescherming der titels van hoger onderwijs, dat na ten minste twee studiejaren is uitgereikt;

2° diploma van een academische opleiding van de eerste cyclus beoogd door het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 12 juni 1991 betreffende de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap;

3° diploma van een opleiding van academisch niveau van de eerste cyclus beoogd door het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 23 oktober 1991 betreffende de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap;

4° diploma of getuigschrift dat bij of krachtens een wet, decreet, Europese richtlijn of internationale overeenkomst als gelijkwaardig wordt erkend.

Art. 17. De Erkenningsraad stelt de jury samen voor het wetenschappelijk examen. De jury wordt voorgezeten door de regeringscommissaris bij de Erkenningsraad en is samengesteld uit universiteitshoogleraren en hoogleraren van hogescholen die de in voorgaand artikel bedoelde vakken doceren of hebben gedoceerd, alsook uit twee effectenmakelaars.

Art. 18. De proeven van het wetenschappelijk examen vinden elk jaar plaats in de loop van de maand november, op de plaats en data die de Erkenningsraad vaststelt.

De inschrijvingen worden van 1 tot en met 30 september ontvangen door de voorzitter van de Erkenningsraad of door de persoon die hij aanwijst, tegen betaling aan het secretariaat van het inschrijvingsrecht, waarvan de Raad het bedrag vaststelt.

Bij zijn inschrijving vermeldt de kandidaat in welke landstaal hij het examen wenst af te leggen.

Onderafdeling 2. — De vereiste beroepsactiviteit

Art. 19. § 1. De in artikel 14, 2°, bedoelde beroepsactiviteit moet worden uitgeoefend op hoog kader niveau of raadgever van de directie bij een beleggingsonderneming, een kredietinstelling, of bij een vennootschap van afgevaardigde agenten van een beleggingsonderneming of een kredietinstelling of bij een onderneming van gereglementeerde markt of van een beroepsorganisatie verbonden met de leden van een gereglementeerde markt.

§ 2. De effectenmakelaar is verplicht aan de Erkenningsraad spontaan kennis te geven van elk verandering in zijn beroepsactiviteit, zowel in België als in het buitenland.

Deze kennisgeving zal worden gedaan binnen vijftien dagen met een bij de post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Onderafdeling 3. — Het beroepsexamen

Art. 20. Het in artikel 14, 3°, bedoelde beroepsexamen wordt tweemaal per jaar georganiseerd op de door de Erkenningsraad, in het begin van het jaar, vastgestelde data.

De kandidaat mag zich niet meer dan vier keer aanmelden. De modaliteiten ervan zijn gedetailleerd in het door de Erkenningsraad vastgestelde examenreglement.

Het beroepsexamen gaat over de volgende materies :

1° de wetten en de reglementen met betrekking tot de gereglementeerde markten werkzaam in België;

2° de praktische kennis van het beroep;

3° de deontologie;

4° het Belgisch en Europees financieel landschap.

Art. 21. De Erkenningsraad stelt de jury voor het beroepsexamen samen. Deze wordt voorgezeten door de voorzitter van de Erkenningsraad en is samengesteld uit maximaal vier effectenmakelaars, al dan niet lid van de Erkenningsraad.

De regeringscommissaris mag er deel van uitmaken.

Art. 22. § 1. Onverminderd § 2, verleent de Erkenningsraad de titel van effectenmakelaar aan de kandidaten die beschikken over een hoedanigheid in de zin van artikel 3 van de Richtlijn 89/48/EEG van de Europese Raad van 21 december 1988 betreffende een algemeen stelsel van erkenning van diploma's van het hoger onderwijs uitgereikt voor een beroepsopleiding van ten minste drie jaar aangevuld door de

ans, complétée par la Directive 92/51/CEE du Conseil européen du 18 juin 1992 relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles :

1° soit s'ils sont porteurs d'un diplôme au sens de l'article 1^{er}, a), de la directive précitée, qui est prescrit par un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique pour accéder à la profession d'agent de change sur son territoire ou l'y exercer et qui a été obtenu dans un Etat membre;

2° soit s'ils prouvent :

a) avoir exercé à temps plein la profession d'agent de change pendant deux années au cours des dix années précédentes, dans un autre Etat membre de l'Union européenne qui ne réglemente pas la profession d'agent de change;

b) être en possession d'un ou plusieurs titres de formation, au sens de l'article 3, b), de la directive susmentionnée.

§ 2. Le Conseil d'agrément peut imposer aux candidats, à leur choix, soit d'accomplir un stage d'adaptation pendant trois ans au plus, soit de se soumettre à une épreuve d'aptitude :

1° lorsque la formation qu'ils ont reçue, au sens de l'article 3, a) et b), de la directive susmentionnée, porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par les diplômes requis en Belgique, ou

2° lorsqu'ils se trouvent dans la situation prévue à l'article 3, a) de la directive susmentionnée, et qu'une ou plusieurs des activités qu'ils exerceront en Belgique en qualité d'agent de change, n'existe(nt) pas dans la profession d'agent de change dans l'Etat membre dont ils proviennent et que cette différence est caractérisée par une formation spécifique qui est requise en Belgique et qui porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le ou les diplôme(s) dont les candidats font état, ou

3° lorsqu'ils se trouvent dans la situation prévue à l'article 3, b), de la directive susmentionnée et que la ou les activité(s) professionnelle(s) réglementée(s) qu'ils exerceront en Belgique en qualité d'agent de change n'existe(nt) pas dans la profession d'agent de change exercée dans l'Etat membre dont ils proviennent, et que cette différence est caractérisée par une formation spécifique qui est requise en Belgique, et qui porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le ou les diplôme(s) dont les candidats font état.

§ 3. Le Conseil d'agrément est habilité à établir, en collaboration avec des autorités analogues d'autres Etats membres de l'Union européenne, un ensemble de critères de qualification professionnelle attestant d'un niveau de compétence adéquat en vue de l'exercice des activités visées à l'article 19, permettant le port du titre d'agent de change.

§ 4. Les décisions du Conseil d'agrément visées aux §§ 1^{er} et 2, doivent intervenir au plus tard dans les quatre mois qui suivent la présentation du dossier complet du candidat.

§ 5. Les conditions d'obtention du titre d'agent de change prévues à l'article 22, §§ 1^{er} à 3, peuvent être adaptées par le Ministre des Finances, sur proposition du Conseil d'agrément, pour tenir compte des dispositions de droit communautaire nouvelles, relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Art. 23. Le droit d'inscription pour l'examen professionnel est fixé par le Conseil d'agrément. Il est versé à son secrétariat au moment de l'inscription. Celle-ci est clôturée au plus tard quinze jours avant la date de l'examen.

Les demandes doivent être adressées, par lettre recommandée à la poste ou par lettre avec accusé de réception, au président du Conseil d'agrément ou à la personne qu'il désigne.

Richtlijn 92/51/EEG van de Europese Raad van 18 juni 1992 betreffende een tweede algemeen stelsel tot erkenning van beroepsopleidingen :

1° ofwel indien ze in het bezit zijn van een diploma in de zin van artikel 1, a), van de hoger aangehaalde richtlijn dat door een andere lid-Staat van de Europese Unie dan België wordt opgelegd voor de toegang tot het beroep van effectenmakelaar op zijn grondgebied of de uitoefening op het grondgebied van het beroep en dat werd bekomen in een lid-Staat;

2° ofwel indien zij bewijzen :

a) dat zij voltijds in de loop van de laatste tien jaren, het beroep van effectenmakelaar gedurende twee jaar hebben uitgeoefend in een andere lid-Staat van de Europese Unie waar geen reglementering van het beroep van effectenmakelaar bestaat;

b) in het bezit zijn van één of meer opleidingstitels, in de zin van artikel 3, b), van de hoger aangehaalde richtlijn.

§ 2. De Erkenningsraad kan de kandidaten verplichten naar hun keuze, ofwel tot het lopen van een aanpassingsstage van ten hoogste drie jaar, ofwel tot het afleggen van een bekwaamheidsexamen :

1° wanneer de door hen genoten opleiding, in de zin van artikel 3, a) en b), van de hoger aangehaalde richtlijn, betrekking heeft op vakgebieden die wezenlijk verschillen van de vakgebieden die de in België vereiste diploma's bestrijken, of

2° wanneer ze zich in de toestand bevinden bedoeld in artikel 3, a), van de hoger aangehaalde richtlijn en dat één of meer activiteit(en) die ze in België zullen uitoefenen in de hoedanigheid van effectenmakelaar niet bestaat(n) in het beroep van effectenmakelaar in de lid-Staat waarvan zij afkomstig zijn, en dit verschil wordt gekenmerkt door een in België specifiek vereiste opleiding die betrekking heeft op vakgebieden die wezenlijk verschillen van de vakgebieden bestreken door het of de diploma(s) die de kandidaten voorleggen, of

3° wanneer ze zich in de toestand bevinden bedoeld in artikel 3, b), van de hoger aangehaalde richtlijn en de gereglementeerde beroepsactiviteit(en) die ze in België zullen uitoefenen in de hoedanigheid van effectenmakelaar niet bestaat(n) in het beroep van effectenmakelaar uitgeoefend in de lid-Staat waarvan ze afkomstig zijn, en dit verschil wordt gekenmerkt door een in België specifiek vereiste opleiding die betrekking heeft op vakgebieden die wezenlijk verschillen van de vakgebieden bestreken door het of de diploma(s) die de kandidaten voorleggen.

§ 3. De Erkenningsraad is bevoegd, in samenwerking met overeenkomstige autoriteiten van andere lid-Staten van de Europese Unie, een geheel van criteria van beroepshoedanigheid te bepalen die van een adequaat bevoegdheidsniveau getuigen met het oog op de uitoefening van de activiteiten bedoeld in artikel 19, en die het mogelijk maken de titel van effectenmakelaar te dragen.

§ 4. De beslissingen van de Erkenningsraad bedoeld in de §§ 1 en 2 moeten genomen worden uiterlijk vier maanden na de indiening van het volledige dossier van de kandidaat.

§ 5. De voorwaarden voor het bekomen van de titel van effectenmakelaar die in artikel 22, §§ 1 tot 3, voorzien zijn, mogen door de Minister van Financiën, op voorstel van de Erkenningsraad, aangepast worden, om met de nieuwe communautaire rechtsbepalingen betreffende de erkenning van de beroepshoedanigheid rekening te houden.

Art. 23. Het bedrag van het inschrijvingsrecht voor het bovenbedoelde examen wordt door de Erkenningsraad bepaald. Het wordt gestort aan zijn secretariaat op het ogenblik van de inschrijving. Deze wordt ten laatste gesloten vijftien dagen voor de dag van het examen.

De aanvragen moeten, met een bij de post aangetekende brief of brief met ontvangstbewijs, gericht worden aan de voorzitter van de Erkenningsraad of aan de persoon die hij aanwijst.

Sous-section 4. — De la procédure d'agrément

Art. 24. Un dossier comprenant les documents suivants doit être constitué par le candidat et remis au secrétariat préalablement à la demande d'agrément :

- un extrait d'acte de naissance;
- un certificat de bonnes vie et mœurs;
- quatre photos;
- l'attestation de la réussite de l'examen scientifique ou de sa dispense totale ou partielle;
- l'attestation fournie par l'employeur des prestations de l'activité professionnelle au niveau requis, telle que visée à l'article 14, 2°, du présent règlement;
- l'attestation de la réussite de l'examen professionnel tel que visé à l'article 14, 3°, du présent règlement.

Art. 25. Le Conseil d'agrément fait part du nom du candidat à tous les agents de change par lettre circulaire ou par tout autre moyen de communication que le Conseil d'agrément estime utile.

Les agents de change ont le droit de formuler leur opposition à la nomination du candidat comme agent de change dans les quinze jours de la communication. Cette opposition, qui doit être motivée, est examinée par le Conseil d'agrément après audition du candidat.

Onderafdeling 4. — De erkenningprocedure

Art. 24. Een dossier moet door de kandidaat worden samengesteld en overgemaakt aan het secretariaat voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning, omvattende de volgende documenten :

- een afschrift van de geboorteakte;
- een bewijs van goed gedrag en zeden;
- vier foto's;
- het bewijs van het slagen voor het wetenschappelijk examen of van de volledige of gedeeltelijke vrijstelling;
- een bewijs opgemaakt door de werkgever, van prestaties van de beroepsactiviteit op het vereist niveau, zoals bepaald in artikel 14, 2°, van het huidige reglement;
- het bewijs van het slagen voor het beroepsexamen zoals bepaald in artikel 14, 3°, van het huidige reglement.

Art. 25. De Erkeningsraad maakt de naam van de kandidaat bekend aan alle effectenmakelaars door middel van een rondschrijven of elk ander communicatiemiddel dat hij nuttig acht.

De effectenmakelaars hebben het recht om binnen de vijftien dagen vanaf de bekendmaking hun bezwaar tegen de benoeming van de kandidaat, als effectenmakelaar, in te dienen. Dit bezwaar, welk gemotiveerd moet zijn, wordt door de Erkeningsraad onderzocht na de kandidaat gehoord te hebben.